

Tour d'horizon

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **67 (1979)**

Heft [10]

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

Allemagne (Rép. féd.)

Déjà des électriciennes...

L'auriez-vous cru ? Des jeunes filles formées à des métiers d'hommes donnent d'aussi bons résultats que leurs collègues masculins, abandonnent moins fréquemment qu'eux en cours de formation et... améliorent considérablement le climat de l'entreprise !

Tels sont les premiers résultats d'une expérience tentée à l'initiative du ministère fédéral des Affaires sociales visant à former 130 jeunes filles dans 20 métiers techniques jusque-là réservés aux hommes. Quoi, par exemple ? Osons élargir la langue française : tourneuse, fraiseuse, serrurière, outilleuse, mécanicienne, installatrice en électricité et en électronique, imprimeuse (!), ébéniste, etc.

Notons enfin qu'un certain espoir est permis de voir de telles expériences se renouveler puisque les auteurs de l'étude précèdent encore que les réticences montrées au début par les parents semblent s'être peu à peu dissipées.

... A quand les soldates ?

Esther Vilar et Alice Schwartz, les deux têtes de file du mouvement féministe allemand, revendiquent le droit pour les femmes d'accéder au métier des armes. La Constitution fédérale empêche en effet expressément les femmes d'être incorporées à la Bundeswehr. Si plusieurs personnalités masculines soutiennent cette revendication, de nombreuses Allemandes, en revanche, protestent violemment contre cette idée. Le débat ne fait que commencer, et s'il est déjà passionné, il risque bien de devenir passionnant.



Italie

Projet de loi contre le viol

Le viol ayant tendance à devenir pratique courante en Italie, le Mouvement de Libération des Femmes, soutenu par différents groupes féministes, a présenté au Parlement un projet de loi visant à combattre juridiquement ce problème. Le projet revendique particulièrement : des procès ouverts, et non à huis clos ; la suppression de toute question scabreuse dans l'interrogatoire ; la possibilité d'ouvrir un procès en l'absence de plainte de la victime ; l'ouverture immédiate du procès après le délit ; enfin, l'aggravation des peines lorsque le viol a été commis en groupe.

Réouverture des maisons closes ?

Lina Merlin, la « Marthe Richard » italienne, est décédée cet été, au moment même où une campagne est menée contre la loi qui porte son nom. Celle-ci fut promulguée en 1958, ayant pour

effet de fermer les 717 maisons closes italiennes. En plus de son action pour les droits féminins et contre la prostitution « protégée » par l'Etat, elle fut la première femme à entrer au Sénat, en 1948.

France

Mme Pelletier hérite de la famille

La démission de Simone Veil de sa fonction de ministre de la Santé ne s'est pas faite sans bruit. L'une des conséquences en est l'attribution à Monique Pelletier, actuellement secrétaire d'Etat à la Condition féminine, de toutes les questions touchant à la famille. Quand on connaît le travail de Titan qu'a fait Mme Veil en faveur de la libéralisation de l'avortement, il ne reste plus qu'à espérer que Mme Pelletier pourra continuer sur la même voie.

Belgique

« L'homme au foyer »

Le tribunal du travail d'Anvers, se fondant sur le principe de l'égalité devant la loi (Constitution, art.6) et de l'égalité civile totale des époux (loi de 1976) a jugé que le mari qui se consacre aux travaux du ménage et aux enfants, devait être considéré comme « personne à charge » et pouvait être inscrit sur le carnet de la sécurité sociale de sa femme, comme cela se fait lorsque c'est la femme qui est « à charge ». Ainsi, « l'homme au foyer » est légalisé, et la liberté de choix des jeunes couples accrue quant à leur mode de vie.

URSS

Des stimulants à la natalité

Devant la baisse de la natalité, les autorités soviétiques cherchent désespérément des moyens d'encourager la population à avoir plus d'enfants. Le plan quinquennal actuel prévoit plusieurs solutions. Pour les femmes : deux ans de congé maternité (au lieu d'une année actuellement), plus de facilités de travail à temps partiel, une plus grande souplesse d'horaires, une mécanisation plus poussée des appareils domestiques et plus de magasins self-service pour diminuer le temps consacré aux courses (ah, ces queues !). Pour les hommes, le Plan prévoit de réformer leur attitude par rapport à la responsabilité familiale en les éduquant à participer plus activement au travail domestique. Des études montrent en effet que le poids des charges du foyer repose principalement sur l'épouse, alors que les femmes représentent plus de la moitié de la force de travail soviétique et que 92 % des femmes en âge de travailler ont effectivement un emploi ou font des études. Enfin, parmi les mesures destinées au couple, on note une augmentation des allocations familiales.

Norvège

Les femmes d'abord

Le comité exécutif de l'Université d'Oslo a décidé de donner suite à une recommandation de la Commission pour l'égalité et d'accorder dorénavant la préférence, à qualifications égales, à des femmes en cas de nomination à des charges scientifiques. Ce sera indiqué dans les offres de postes à pourvoir. ►

Japon

Un rapport controversé sur l'égalité des sexes

Après 7 ans de recherches et de délibérations, un groupe d'étude officiel a remis le 20 novembre 1978 au ministre du Travail un rapport sur l'application de dispositions relatives à la non-discrimination fondée sur le sexe.

Ce rapport, qui a reçu un écho considérable dans la presse et dans les milieux du travail, préconise la promotion de l'égalité de chances et de traitement, et recommande diverses mesures, notamment l'établissement de directives en cette matière applicables au lieux de travail et l'adoption d'une loi qui assurera aux travailleuses l'égalité de chances dans tous les aspects de l'emploi — depuis l'embauche jusqu'à la cessation de la relation de travail.

Le rapport met pour la première fois en question les différentes dispositions protectrices applicables uniquement aux femmes telles que les restrictions concernant le travail de nuit et les travaux dangereux ou nuisibles et le congé de menstruation, et préconise leur abolition progressive, surtout de ce dernier congé qui ne se justifie plus du point de vue médical et risque d'entraver la réalisation de l'égalité de chances et de traitement. En revanche, il recommande d'améliorer la protection de la maternité.

La publication du rapport a suscité des controverses : les employeurs se sont montrés hostiles à l'établissement de directives contraignantes en matière d'égalité de chances et de traitement, alors que les syndicats se sont opposés, en général, à l'abolition des dispositions de protection. (Source : Bulletin d'informations sociales, BIT, No 2, 1979.)



Année Internationale de l'Enfant

« L'enfant doit, en toutes circonstances, être parmi les premiers à recevoir protection et secours. » Déclaration des Droits de l'Enfant, Principe VIII.

Les enfants de la guerre

Les associations d'idées peuvent être parlantes. Suisse : montagnes, montres et autres clichés à choix. Belgique : les inévitables frites, le plat pays de Brel. Mais Liban ? Guerre. Et Vietnam ? Guerre. Malaisie ? Réfugiés. Biafra, Palestine, Ethiopie, Somalie, Bangladesh, Nicaragua : guerre, camps, réfugiés.

Pas un jour ne s'écoule sans que, dans un coin du monde, des enfants ne souffrent inutilement des contradictions de leurs aînés. Le seul regard d'un enfant de la guerre, la triste incrédulité dans ses yeux innocents en disent plus sur l'imbécilité de sa situation que n'importe quel traité savant.

Du tank miniature à la baïonnette des grands

A Noël prochain, les petits Suédois qui espéraient un tank ou un fusil seront déçus. En l'honneur de l'Année Internationale de l'Enfant, la Suède interdit, dès le 1^{er} décembre de cette année, les jouets militaires. On peut sourire, voire trouver complètement inutile ou carrément idiot. Si les guerres ne cessent pas pour autant, c'est du moins une louable tentative de démontrer qu'elles n'ont rien d'amusant. Les enfants aussi ont vu, dans les magazines à grand tirage, les photos de ces petits bonshommes hauts comme trois pommes, cartouchière en bandoulière, s'appliquant au mieux de leurs gestes encore malhabiles à viser juste. La mitraillette était une vraie mitraillette, l'uniforme le même que celui de leur papa, et les enfants avaient dans les yeux la même joyeuse fierté que celle du louveteau qui vient de réussir sa totémisation.

Même en guerre, aucun pays, bien entendu, n'admettra qu'il enrôle plus ou moins volontiers des enfants dans ses troupes. Mais alors, pourquoi les gouvernements ont-ils jugé bon, il y a deux ans, de modifier les Conventions de Genève (qui protègent les populations civile et militaire en cas de conflits armés) en stipulant que les pays en guerre devront faire tout leur possible pour que les enfants de moins de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités, notamment en s'abstenant de les recruter dans leurs forces armées ? Et si, d'aventure, ils n'y arrivaient pas, et que des enfants de moins de 15 ans étaient faits prisonniers après avoir pris part aux hostilités, ceux-ci devaient bénéficier d'une protection spéciale.

Faites l'amour, puis la guerre

Il vaut la peine, ici, de s'arrêter sur les décisions prises lors de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les

conflits armés, conférence convoquée par le gouvernement suisse sous les auspices du CICR pour élaborer deux protocoles additionnels aux Conventions de Genève, et qui s'est tenue chaque année de 1973 à 1977.

Les dispositions concernant les femmes et les enfants y sont d'importance et montrent que l'enfant, s'il agit parfois comme un adulte, doit tout de même bénéficier de mesures spéciales, et que les femmes, elles aussi, mais seulement en tant que mères ou futures mères, ont droit à une protection supplémentaire. Le meilleur exemple est la remise de la peine de mort pour les femmes enceintes qui a été étendue lors de la Conférence aux mères d'enfants en bas âge, ce qui n'empêche pas, par ailleurs, l'exécution d'avoir lieu une fois les enfants nés ou hors du cocon familial.

Plus de babylifts

Autre point délicat : l'évacuation des enfants. On connaît les agissements de telle ou telle société d'adoption pour laquelle les guerres représentent une bonne aubaine en laissant « seuls au monde » des milliers d'enfants, candidats involontaires à l'adoption. Quelques recherches molles et bâclées ont tôt fait de prouver que l'enfant n'a plus personne et peut donc être envoyé à des milliers de kilomètres de là dans une « vraie famille », certes, mais à laquelle il n'est en tout cas pas préparé. Ce fut le babylift du Vietnam aux Etats-Unis qui sonna l'alarme sur ces sombres agissements. Les délégués à la Conférence s'en sont préoccupés et ont adopté des mesures visant à surveiller de façon plus étroite et efficace l'évacuation des enfants vers des pays étrangers. Aujourd'hui, l'« enlèvement » d'enfants par des sociétés d'adoption illégales constitue une rupture des protocoles additionnels aux Conventions de Genève.

Martine Grandjean